

L'OBSERVATEUR,

JOURNAL CRITIQUE.

J'observe tout ; j'aime le bon ; je combats le mauvais, et je dis, en riant, à chacun la vérité.

VOL. I.

QUEBEC, 27 AVRIL 1858.

No. 3

Nous prévenons nos abonnés et le public, que M. JOSEPH LAROCHE est autorisé à recevoir les sommes dues à cet établissement et d'en donner quittance.

Nos abonnés qui ne recevraient pas "L'Observateur" sont priés de nous avvertir.

Ceux qui n'ont pas l'intention de conserver tous les numéros de l'Observateur, nous obligeraient infiniment en nous faisant parvenir le second numéro. Nous paions même.

Cette fable est respectueusement dédiée, par l'auteur, à leurs *petitesses* les incognitos de la *petite gaucille*, en reconnaissance des services qu'ils lui ont rendu en publiant sa biographie.

LE CHEVAL ET L'ÂNE.

On exerçait un cheval au gymnase,
Un âne arrive et prétend faire mieux.
"C'est bien, entrez." Il dit non. — Point [de grâce.]

Il lui fallut franchir les pieux.
En voyant ses oreilles,
Chacun se dit: "Il porte deux mer- [veilles.]

"Assurément nous verrons du nouveau.

"Il a des pattes sans pareilles,
Et puis, quel fin museau!"
Enfin il marche, ou plutôt il se traîne.
Il reçoit un coup de bâton, . . .
On rit, il fait un bond ;
Il croit qu'on l'a vaincu,
Rut, se mâte, s'étire ;

Si bien,
Qu'en jeu de cirque il ne sait rien.
On siffle, on crie,
D'ôter la vie.

A cet ignorant animal
Qui ravit la place des autres
Et ne fait que du mal.
J'en sais beaucoup parmi les vôtres,
Qui font les grands apôtres,
Et sur ce point
Sont comme l'âne.

Parce qu'ils ont un crâne,
Ils savent tout, eux seuls vont le plus [loin.]

UN MOT AUX MINISTRES.

Il y a six mois, chacun se disait : "Un hiver épouvantable se prépare ; la banque-route devient générale, les travaux pu-

bles sont nuls ; le numéraire se cache, "la famine arrive et l'abîme est béant !" Aujourd'hui, le printemps revient, sommes nous mieux ? Visitez les classes ouvrières et la misère vous répondra. En face d'une pareille calamité que font ceux préposés à la garde du peuple ? Que font les ministres ? Ce qu'ils ont toujours fait : ils se moquent de nous ! Ils se repaissent pour ainsi dire des malheurs du peuple. Ils font plus, ils insultent à sa misère. Leur imbecillité, leurs trahisons, leurs bassesses ont produit ses souffrances ; leur ingratitude, leur ineptie et leur lâcheté les augmentent. Après avoir creusé l'abîme, loin de le combler, ils l'agrandissent par leurs folles dépenses, leur égoïsme et leur incapacité.

Sans doute, les journaux mercenaires comme le *Courrier du Canada*, ou la *Ménerre* vont nous accuser de mensonge et de révolte. Sans doute, pour prouver que leurs maîtres sont immaculés et font leur devoir, des valets payés à tout la ligne comme M. Taché vont nous assaillir de leur fanatisme ou nous sembler de leurs calomnies.

Nous les attendons. Avant d'écrire nous avons pris une plume bien trempée pour nous défendre et des gants pour ne point nous salir.

Maintenant procédons.

On sait les magnifiques promesses que les ministres ne cessent de prodiguer ; mais on connaît aussi les incroyables déceptions dont ils les font suivre.

Chaque session voit renaître les mêmes farces ; et toujours le peuple paye les violations. Quand cette politique de suicide finira-t-elle ? Nous l'ignorons. Tout ce que nous savons, c'est que la misère est grande, et qu'en haut lieu on semble ne pas s'en apercevoir.

Ceux qui n'ont qu'à dire un mot pour voir la table de Lucullus se dresser devant eux ; ceux qui vivent d'aumônes et qui pourtant ne vivent point de miettes ; ne conçoivent peut-être pas ce qu'il faut souffrir pour vivre au jour le jour comme font, nous ne dirons pas les ouvriers, mais les trois quarts des hommes de profession.

Si nous découvrons aujourd'hui une plaie qui ronge le cœur de la société, ce n'est que pour la faire cicatriser au plus vite.

Nous dirons donc aux ministres :

"Le peuple a faim, donnez lui non pas du pain, ce serait une aumône et il n'est pas

un mendiant, mais procurez lui du travail ! Vous le pouvez, vous le devez ! Moins de discours et beaucoup plus de besogne ! protégez sincèrement l'industrie indigène ; cessez de gaspiller l'argent public en alignant les repris de justice ; commencez en grand et non plus en petit un vaste réseau de chemins au sein de nos forêts ; protégez l'agriculture ; donnez au district de Québec non pas le chemin de fer du Nord que vous avez sacrifié au Grand Tronc ; mais simplement un chemin de *traîne* de Québec au lac Saint-Jean ! Alors nous dirons que vous n'êtes pas les commis systématiques du peuple.

LA CORPORATION.

Nous voudrions traiter un sujet moins aride que celui-ci, mais le devoir nous commande d'en dire un mot.

Parler de la Corporation c'est rappeler aux citoyens, la mauvaise organisation de notre système municipal ; c'est leur dire qu'ils ne s'occupent pas assez de ce qui s'y passe contre eux. A quoi leur sert-il donc de jouir du droit de cité si par leur négligence ils perdent ce droit. Nous le disons hautement, si les citoyens ne veillent pas sur la conduite des conseillers, un jour viendra bientôt où ils n'auront plus le droit de le faire.

Quand nous invitons les citoyens à être sur leurs gardes, nous n'entendons pas leur dire qu'ils aillent démolir la demeure de ceux qui les trompent indignement ; non, mais il faut que par leur présence, à l'Hotel-de-Ville, ils forcent pour ainsi dire les conseillers à faire leur devoir. Quand l'œil du maître est fixé sur lui, le serviteur obéit et fait son devoir.

Par ce moyen, quand M. Audette forcera M. Fortin à lui vendre son vote pour un morceau de cuir ; celui-ci lui répondra : "Le peuple est là qui me regarde !" Parce moyen, M. Gauvreau, pour quelques quarts de ciment vendus à la Corporation, ne votera plus *blanc* aujourd'hui et *noir* demain ; M. Lemoine ne proposera plus d'offrir une pension au gressier Garneau, afin de le remplacer par un sien, cousin ; M. Hall, ne plaidera plus pour avoir un marché à sa porte ; et M. Langevin, le *géant* des conseillers abandonnera le projet de faire un boulevard dans la rue Saint-Jean.